

# I

## **LES RÉFORMES AURAIENT-ELLES RALENTI LA CROISSANCE ?**

Depuis 2003, la croissance indienne se poursuit au rythme de 8 % l'an, tandis que l'Inde s'intègre davantage dans le marché mondial. Outre son vaste marché intérieur, l'Inde possède un potentiel de main-d'œuvre éduqué et bon marché qui la rend attractive aux yeux des investisseurs étrangers.

Ainsi, à un pas bien plus modéré que celui constaté en Chine et dans plusieurs autres pays émergents d'Asie, l'Inde enregistre une progression de l'investissement direct étranger (IDE). Mais il ne semble pas que ce pays prenne le même sentier que celui pris 20 ans plus tôt par les pays asiatiques, où l'exportation de produits manufacturés sous un régime de sous-traitance internationale a permis une croissance rapide.

L'Inde prend un chemin différent. D'une part, son large socle industriel, construit sur la base de la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations, mise en œuvre dès son indépendance en 1947, fait que les capitaux étrangers cherchent à gagner une part du marché intérieur plutôt qu'un lieu d'assemblage pour des industries de main-d'œuvre. D'autre part, et cela va de pair avec l'industrialisation indienne qui a commencé sous la période coloniale, une classe capitaliste enracinée dans la société défend ses intérêts face aux partenaires étrangers. Il en résulte une spécialisation plus sophistiquée, avec une croissance davantage orientée vers le marché intérieur que celle des « dragons » asiatiques.

L'Inde possède des atouts certains, mais également des handicaps de taille. Malgré l'importance de l'industrie, l'économie vit au rythme des moussons qui jouent un rôle déterminant dans le cycle économique. Cela est dû au fait que sa population, à dominante rurale, est pour une

grande partie exclue des fruits de la croissance. Les politiques actuelles, tout en stimulant la croissance, entraînent une aggravation des inégalités. À trop poursuivre dans cette voie, l'économie indienne risque de se heurter à un butoir dans la voie de la croissance.

Dans la première partie de ce chapitre, on revient sur le débat qui a traversé les économistes concernant l'influence des réformes sur la croissance ; dans la deuxième, on étudie les effets de celles-ci sur les trois secteurs économiques.

### ■ Les réformes et la croissance : un débat non tranché

L'Inde a connu en 1980 et en 1990 deux vagues de réformes qui ont, à l'instar de la Chine, déclenché une croissance rapide (encadré I.1). Si les chiffres de progression du PIB mettent en évidence un effet des réformes sur la croissance presque aussi positif qu'en Chine, ce résultat a donné lieu à un débat sur la question de savoir si le démarrage de la croissance rapide est consécutif aux réformes ou si celui-ci les a précédées. Ce débat a pour origine l'examen des chiffres de croissance (tableau I.1).

**Tableau I.1 : Croissance du PIB par période (en volume, %)**

	1960-1969	1970-1979	1980-1989	1990-2003
PIB	3,7	3,8	5,8	5,4
PGF	0,7	- 0,5	2,5	1,6

Source : Central Statistical Office et Bosworth et Collins

PGF : productivité globale des facteurs.

S'il n'y a pas d'unanimité quant au fait de savoir si les réformes de 1991 ont permis de maintenir des rythmes de croissance aussi élevés qu'en 1980, il est difficile de nier que le rythme de croissance indien a fortement augmenté dans les années 1980, comme l'atteste Dani Rodrik (2004). Et Bosworth et Collins (2003) de mettre en évidence que la productivité globale des facteurs (PGF) est passée de - 0,5 % l'an au cours de la décennie 1970 à 2,5 % dans la suivante. Ces auteurs confortent l'hypothèse de Rodrik selon laquelle les réformes des années 1990 ont été moins bénéfiques pour la croissance, car la PGF a moins progressé, s'établissant à 1,6 % seulement au cours de ces années.

### **Encadré I.1 : Les principales réformes**

#### **a) Réformes entamées dans les années 1980**

1. La libéralisation des importations. Le nombre de produits figurant dans l'Open General Licensing (liste de biens dont l'importation était autorisée) est passé de 79 en 1976 à 1329 en avril 1990.
2. La réduction sensible du nombre de produits dont l'importation par l'État était obligatoire, leur part dans le total des importations passant de 67 % en 1980 à 27 % en 1987.
3. Les licences d'importation de biens de consommation ont été assouplies, introduisant une concurrence entre producteurs étrangers et domestiques.
4. La libéralisation du taux de change, menant à une dépréciation de l'ordre de 30 %, ce qui a stimulé la compétitivité des exportations indiennes.
5. La suppression de l'autorisation préalable à l'investissement. Précédemment, celle-ci était nécessaire, y compris pour les entreprises indiennes, dans le cadre de la planification. Ainsi, 25 branches sont sorties du contrôle public en 1985, leur nombre atteignant 31 en 1990.

#### **b) Réformes entreprises dans les années 1990**

1. Le *New Industrial Policy* réduisit l'obligation d'autorisation préalable à l'investissement (*licence raj*) à cinq branches d'activité, alors qu'auparavant 18 branches étaient concernées. Cette obligation est justifiée par des considérations de sécurité nationale et de santé publique, tels l'armement et l'industrie nucléaire. De la même façon, le secteur industriel réservé au monopole public a été limité à huit secteurs.
2. En matière d'investissement étranger, la limitation de la participation au capital à 40 % du total par des actionnaires étrangers a été abolie et remplacée par une clause d'approbation automatique pour l'achat des actions pouvant représenter jusqu'à 51 % du capital de la société. Cela concerne 34 branches industrielles, leur nombre augmentant par la suite. Finalement, la limite à 51 % a été supprimée dans la plupart des branches.
3. En matière de commerce extérieur, les licences d'importation furent supprimées dès juillet 1991, sauf pour les biens de consommation. Ceux-ci sont restés sous licence jusqu'en 2001, lorsque le WTO, dans le cadre du règlement d'une dispute, a contraint les autorités indiennes à leur suppression.

4. Les tarifs douaniers, qui avaient été considérablement relevés dans les années 1980 en remplacement des quotas, furent abaissés dans les années 1990. En même temps, une libéralisation importante du commerce des services eut également lieu.
5. Finalement, le taux de change fut libéré, ainsi que de nombreuses opérations sur le compte courant.

À ce stade, les avis divergent sur les causes de cette évolution. Selon Bosworth et Collins, on ne peut pas les attribuer aux effets de structure provoqués par le passage de la main-d'œuvre de l'agriculture, moins productive, à l'industrie ou aux services car ces effets n'expliquent qu'une partie infime de la PGF. Cet auteur attribue le ralentissement des années 1990 à l'évolution du secteur agricole, où les progrès de productivité ont été réduits de moitié dans les années 1990, pour ne s'établir qu'à 1,3 % l'an. Dans l'industrie et les services en revanche, la PGF a poursuivi la croissance rapide entamée dans la décennie précédente. Fait extrêmement positif, c'est la PGF et non le capital physique installé (comme cela était le cas dans les pays de l'Est asiatique et même en Chine) qui explique près des deux tiers des progrès de productivité.

Selon Rodrik, la vive croissance constatée à partir de 1980 est due au fait que certaines réformes décisives ont commencé avant 1991 — en particulier la suppression de l'autorisation préalable à l'investissement. Mais, poursuit cet auteur, ces réformes, favorables aux entreprises (il les appelle « *pro business* ») ne sont pas nécessairement d'inspiration libérale (« *pro market* »).

Rodrik évoque en particulier les mesures qui ont permis d'ouvrir à tout type d'entreprise (quelle que soit sa taille) certains secteurs industriels — jusque-là réservés aux petites et moyennes entreprises. Ce tournant a été effectué par le gouvernement d'Indira Gandhi et a été poursuivi par celui de son fils, Rajiv. En témoigne l'assouplissement du régime de licences industrielles (autorisation préalable à l'investissement, même pour les industriels indiens). On peut également citer la réduction d'impôts et l'élargissement des autorisations à importer, malgré la crise des paiements extérieurs de 1979-1980. Les principaux bénéficiaires étaient les secteurs commerciaux et industriels du secteur formel<sup>1</sup>. En effet, le Parti du Congrès, après avoir été réticent à l'égard du secteur privé, a voulu gagner son appui, alors que ce secteur faisait partie de la base sociale du Parti Janata (Hindouiste).

---

1. Dans l'industrie indienne on distingue le secteur formel, constitué des entreprises de plus de 10 salariés, du secteur informel, où le nombre de salariés est inférieur à ce chiffre.

Les acquis passés accumulés dans le secteur de l'industrie manufacturière ont permis la matérialisation de ces progrès. Rodrik en veut pour preuve le fait que ce sont les États de l'Union indienne (l'Inde est un État fédéral) qui ont déjà une base industrielle puissante en 1980 qui ont enregistré les progrès les plus importants en 1990. Au total, les réformes n'auraient rien changé à la concentration de l'appareil industriel indien.

La position de Rodrik sur la datation des réformes en faveur de la libéralisation des marchés, et l'effet de celles-ci sur la croissance, est contestée par Arvind Panagariya (2004) qui répond par deux arguments : le premier porte sur les faits, car les réformes en faveur du marché ont commencé dès les années 1980 ; le second porte sur la croissance des années 1980 elle-même, que l'auteur juge fragile et non soutenable, comme l'atteste la crise qui a suivi.

On ne peut qu'être d'accord avec Panagariya sur le fait que les réformes ont été, dès les années 1980, plus profondes que Rodrik ne veut bien l'admettre. Nombre d'entre elles ont été mises en œuvre dès les années 1970, mais les plus importantes datent de la deuxième moitié des années 1980, sous le gouvernement de Rajiv Gandhi, et finissent dix ans plus tard. La première série des réformes a consisté en une libéralisation partielle de l'investissement domestique et des importations de biens intermédiaires et d'équipement. Cela correspondait à une réorientation de la politique industrielle qui, après s'être focalisée sur l'industrie lourde — dans le cadre d'une politique d'industrialisation par substitution aux importations conduisant à une croissance autarcique — évoluait vers une croissance industrielle axée sur les biens de consommation durables, combinée à une orientation vers l'exportation. La deuxième période, 1990-1995, est celle des grandes réformes d'ouverture et de libéralisation. Les réformes ont été approfondies ; elles sont contenues dans la *New Economic Policy*, mise en œuvre à partir de 1991, en tenant compte des recommandations du FMI à l'occasion de la crise des liquidités que l'Inde a connue en 1991.

### **La croissance aurait été plus rapide dans les années 1990**

Le débat qui oppose Rodrik et Bosworth et Collins d'une part, Panagariya de l'autre, pourrait être tranché par les résultats d'une étude récente (Virmani, 2004). Cette étude mesure la PGF par décennie, une fois éliminés les aléas conjoncturels des séries concernées (PIB et investissement<sup>1</sup>). Le principal aléa pris en compte est la qualité de la mous-

---

1. Le filtre de Hodrick Prescott est utilisé à cet effet. En matière d'emploi, l'auteur fait une hypothèse forte : en l'absence de séries d'emploi fiables, il prend comme « proxy » la population en âge de travailler, c'est-à-dire entre 15 et 65 ans.

son. Les données ainsi travaillées, conduisent l'auteur à une conclusion opposée à celle de Bosworth et Collins : le PIB et la productivité totale des facteurs ont progressé plus vite dans les années 1990 que dans la décennie précédente (tableau I.2).

**Tableau I.2 : La croissance et ses facteurs (%)**  
Taux de croissance moyen annuel, en %

	1950-1979	1950-1965	1965-1979	1980-2003	1980-1991	1992-2003
<b>PIB</b>	3,5	4,1	2,9	5,8	5,5	6,1
<b>Stock de capital</b>	3,6	2,8	4,3	5,1	4,3	5,9
<b>PGF1hp<sup>1</sup></b>	1,0	1,4	0,6	2,5	2,3	2,7

Source : Virmani

D'après ce tableau, le rythme de croissance de la période 1965-1979 tranche nettement avec celui de la période 1980-2003, puisque cette dernière s'établit à 5,8 % en moyenne annuelle, contre seulement 2,9 % pour les années 1965-1979. À l'intérieur de la période 1980-2003, c'est la sous-période couvrant les années 1990 qui a connu la croissance la plus vive. Il en est de même pour le capital installé : les années 1965 à 1979 ont été les plus défavorables, tandis que dans les années 1980-2003 la croissance a été plus homogène, avec une légère accélération pour la dernière décennie.

L'auteur procède ensuite à la décomposition de la croissance et de ses facteurs par secteur d'activité. Il en ressort que l'activité minière, l'électricité, les transports et télécommunications et les services sont les secteurs ayant le plus fortement progressé dans la dernière sous-période, qu'il s'agisse de la croissance ou de la PGF, les deux variables croissant entre 4 et 5 % l'an en moyenne. En revanche, l'agriculture et l'industrie manufacturière n'ont connu qu'une progression de l'ordre de 2-3 %. Là encore, il y a divergence avec les résultats affichés par Bosworth et Collins. Toutefois, l'industrie manufacturière connaît une amélioration dans les années 1990 par rapport aux années 1980, lorsque sa croissance en moyenne annuelle n'est que de 1,3 %.

Une analyse à moins long terme, qui tient compte des cycles de l'investissement, est de nature à apporter un éclairage plus précis de l'effet des réformes sur la croissance.

---

1. La productivité totale des facteurs est ici expurgée du terme d'erreur au moyen du filtre de Hodrik Prescott.

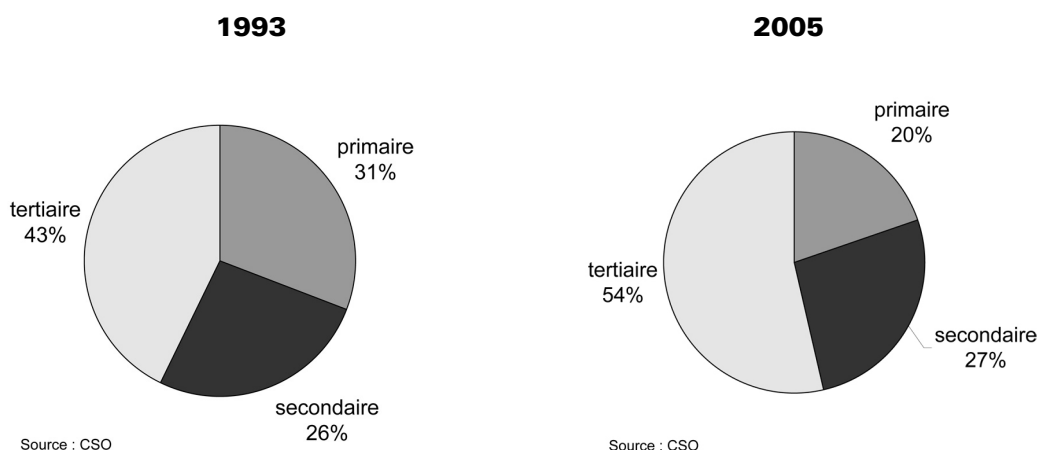
## ■ Une croissance inégale selon les secteurs

Depuis les études de Kuznets et Chenery dans les années 1950, il était admis que lorsqu'un pays sort du sous-développement, la part de l'industrie progresse rapidement au détriment de l'agriculture et que cet effet de structure constitue l'essence même du développement — parce que la productivité dans l'industrie est bien plus élevée que dans l'agriculture.

L'évolution actuelle de l'Inde semble contredire ce dogme et les conséquences du phénomène indien sont d'autant plus importantes que d'autres pays semblent vouloir le prendre en exemple. Entre 1993 et 2006, le secteur tertiaire a progressé à un taux annuel moyen de 8,6 %, alors que le PIB a progressé de 6,6 %. Dans la même période, l'agriculture n'a progressé que de 2,8 % et l'industrie de 6,6 %.

Cette croissance exceptionnellement rapide des services amène à un changement important dans la distribution du PIB par secteur (graphiques I.1 et I.2). En Inde, la part des services, quoique importante, est inférieure à celle des pays à revenu intermédiaire ; toutefois, elle est supérieure à celle des pays dont le niveau de revenu est égal au sien.

**Graphiques I.1 et I.2 : Décomposition de la valeur ajoutée selon les secteurs d'activité**



Pour ce qui est de l'emploi, la distribution entre les secteurs, en 1991, était : 67,6 % dans l'agriculture, 12,4 % dans l'industrie et 20 % dans les services. En 2000 l'emploi dans l'agriculture était descendu à 57 % du

total, tandis qu'il était de 19 % dans l'industrie et de 23 %<sup>1</sup> dans les services.

L'agriculture est le secteur qui tire en arrière la croissance indienne tandis que les services, en très forte expansion, sont caractérisés par une productivité élevée malgré le faible contenu en capital. De ce fait, aucun de ces deux secteurs ne sollicite suffisamment l'industrie. Cela a un inconvénient majeur : elle n'est pas à même — pas plus que les services — d'absorber la population excédentaire dans l'agriculture.

---

1. (Sukti Dasgupta) et *Report of the Working Group on workforce Estimation for Compilation of National Accounts Statistics, with Base Year 1999-2000*, CSO, National Account Division Central Statistical Organisation.